

## Décentralisation, évaluation, transition écologique : quels défis pour l'école ?



L'éducation a toujours fait partie du débat public français. En effet, depuis plusieurs années, des voix s'élèvent et dénoncent un mode de fonctionnement peu productif et peu optimum pour les conditions d'apprentissage des élèves, leur santé mentale et l'efficacité des modes pédagogiques. Ces dernières années, plusieurs réformes ont été mises en place et d'autres ont émergé sans être considérées par les quelques ministres de l'éducation. De plus, des commissions ont été créées pour identifier les problèmes et proposer des solutions face au dysfonctionnement du système éducatif français, mais les tensions et les débats sont toujours vifs dans l'actualité politique. Dans les tribunes du Monde, Ali SAÏB et Baptiste LARSENEUR deux experts associés à l'Institut Montaigne dans le domaine de l'éducation se sont intéressés à l'état de nos écoles publiques françaises et ont décidé de l'étudier sous le prisme de la décentralisation entre une éducation uniformisée à l'échelle nationale et une éducation adaptée localement tout en influant sur l'attractivité des territoires. Par la suite, Roger-François GAUTHIER, spécialiste de l'éducation comparée dénonce une école française obsédée par les notes ce qui a un impact destructeur sur la pression des élèves et sur la valeur qu'on donne à ces résultats. Enfin Sylvain WAGNON, professeur en sciences de l'éducation, considère que l'éducation est maintenant obsolète car elle prépare les futurs actifs à un monde de croissance infinie et de compétition, qui, en vue du contexte climatique et politique actuel est voué selon lui à disparaître.

Dans une tribune au Monde du 03 février 2026 Ali SAÏB et Baptiste LARSENEUR pensent que l'école agit comme moteur de l'attractivité locale. En effet les experts affirment que l'école n'est plus seulement un service public, mais un « actif territorial majeur ». La qualité des établissements scolaires influence directement la valeur immobilière des logements et l'attractivité économique des communes. Par conséquent, l'éducation devient un enjeu central des élections municipales de 2026, car elle façonne le quotidien de tous les citoyens (parents, actifs comme retraités). Par la même occasion, ils relèvent une tension et un décalage entre les

mairies et l'Etat sur la gestion et l'organisation structurelle des écoles. Effectivement, les décisions structurelles (ouvertures/fermetures de classes, dotations de postes, carte scolaire) dépendent du pouvoir central. Cependant ce sont les maires qui sont en « première ligne » face aux attentes et aux colères des familles, mais ils manquent de leviers décisifs pour agir. De ce fait, les experts en viennent à la conclusion que le modèle scolaire reste trop uniforme et ne s'adapte pas aux réalités locales divergentes, comme le déclin démographique ou les temps de transport prolongés. Ali SAÏB et Baptiste LARSENEUR soutiennent que le cadre légal permet déjà une certaine souplesse, mais que c'est la volonté politique qui fait défaut. Ils préconisent une « nouvelle étape de la décentralisation » basée sur l'initiative locale plutôt que sur la seule loi. Tout d'abord au niveau du périscolaire où il est possible de mieux structurer et sécuriser ce secteur qui concerne 9 enfants sur 10 pour mieux répondre aux besoins de chacun. Par la suite les experts proposent un enseignement hybride où l'on pourrait organiser des cours à la fois en présentiel et en distanciel pour pallier les problèmes de transport. Ils proposent par la même occasion de garantir un accueil pédagogique minimal en cas d'absence d'enseignements. Enfin, ils veulent augmenter l'attractivité des écoles pour les enseignants en créant des compléments de rémunération pour attirer des professeurs dans des territoires isolés et peu dynamiques. En conclusion, les auteurs estiment que les candidats aux municipales ne doivent plus se « réfugier derrière les responsabilités de l'État » et doivent assumer l'éducation comme un véritable projet territorial.

Roger-François GAUTHIER, dans une tribune publiée par Le Monde le 6 janvier 2026, critique lui aussi le système d'évaluation actuel qu'utilisent les écoles. Il dénonce une obsession des résultats chiffrés et se focalise sur les diplômes et compétences mesurables et quantifiables plutôt que sur le réel sens de l'apprentissage et de l'acquisition d'un savoir pérenne. A travers cette critique, il pointe du doigt la moyenne, qui selon lui est un outil de mesure dérisoire et absolument pas pertinent à prendre en considération pour classer des élèves. En effet, des matières qui n'ont strictement rien à voir s'annulent et/ou se compensent mathématiquement dans une moyenne sans aucune cohérence et homogénéité. De plus, la moyenne faisant partie intégrante de leur identité d'élève et de leur classement, celle-ci n'incite pas les élèves à vouloir et essayer de comprendre les compétences et les notions, mais plutôt à calculer le nombre de points qu'ils doivent avoir pour « passer ». Apprendre devient alors une source d'angoisse et ne devient plus un objectif en soi. D'une autre part, selon Roger-François GAUTHIER, le brevet et le baccalauréat ne garantissent plus l'acquisition d'une culture citoyenne durable et sont de plus en plus contournés par des dispositifs comme Parcoursup, parce que finalement ce n'est pas le résultat à l'examen qui compte mais la moyenne générale qui va nous permettre d'accéder ou non à des études supérieures. Finalement les notes attribuées ne sont pas claires et ne s'équivalent pas entre professeurs à cause de l'absence de standard précis de ce qu'on attend des élèves, comme on peut retrouver dans les pays anglo-saxons. Tout cela amène à des conséquences sociales et psychologiques. Tout d'abord la pression pour obtenir des résultats transforme l'école en une source d'angoisse généralisée pour les familles et les élèves. Ce système éducatif pénalise particulièrement les élèves vulnérables en accumulant les échecs, tandis que les familles les mieux informées développent des stratégies d'évitement. L'école est donc un vecteur d'inégalité. Roger-François GAUTHIER estime donc que l'école française reste centrée sur la sélection d'une élite plutôt que sur la formation de tous, échouant ainsi à

répondre aux besoins de la société en matière de santé ou de citoyenneté. Ainsi, le spécialiste révèle les dérives bureaucratiques et internationales qui impactent l'éducation. Sous l'influence du « nouveau management public » et de la volonté de l'État de contrôler les dépenses, l'institution multiplie les tests et les données chiffrées sans que cela ne soigne les maux du système. Les moyens déployés ne sont pas pertinents et ne sont pas voués à améliorer le système éducatif français. Enfin, la comparaison internationale des performances est devenue un défi qui pousse l'Éducation nationale à produire des résultats pour comparer. La mondialisation a incité le système éducatif à produire de plus en plus de résultats. Roger-François GAUTHIER propose alors de passer des « résultats » aux « effets ». Il en appelle à une politique éducative nouvelle qui viserait à renforcer le sentiment de justice, la relation à autrui et l'harmonie avec le vivant. Selon lui, l'école doit former des personnes libres, capables de résister à la manipulation, aux injustices et aux dominations. En citant Léon Bourgeois, il rappelle que la mission des « maîtres » (c'est-à-dire des professeurs et enseignants) est de préparer les élèves non pas à des concours « illusoires », mais à la réalité de l'existence.

Enfin, Sylvain WAGNON, professeur en sciences de l'éducation, pense dans sa tribune publiée par Le Monde le 13 janvier 2026, que le système éducatif est inadapté au monde actuel. Celui-ci affirme que l'école fonctionne encore sur un modèle obsolète, conçu pour un monde stable et hiérarchisé qui n'existe plus et qui hérite de l'âge industriel. La société actuelle est de plus en plus divisée et nuancée. Il dénonce un culte de la croissance où la transmission de valeurs est fondée sur l'abondance, la croissance infinie et la compétition individuelle, alors que nous entrons dans une ère de limites et de dérèglement climatique qui est incompatible avec tout cela. Selon lui, tout cela amène à un décalage structurel. En effet, ce retard entre la réalité du monde (crise écologique, fragmentation sociale) et ce que l'école enseigne constitue selon lui le « grand impensé » de notre époque. De plus, Sylvain WAGNON estime que l'éducation est dans l'« angle mort » de la politique française. Alors que l'écologie est au cœur des discussions sur l'énergie ou l'agriculture, la formation des nouveaux actifs est rarement abordée. L'éducation est réduite à des mesures techniques ou à des polémiques médiatiques sans vision globale et sans réelle analyse des limites rencontrées. Les voix des experts et des acteurs de terrain sont étouffées par les autres événements qui rythment la société française et les réformes (du système éducatif ou non) qui s'empilent sans cohérence. Beaucoup de monde prend la parole sur le système éducatif et tout le monde donne son avis. Cependant les expertises des spécialistes sont noyées dans la masse. Selon Sylvain WAGNON il faut instaurer une « éducation verte » qui éveille la prochaine génération aux problèmes et enjeux climatiques auxquels elle va faire face. Pour lui, il ne suffit pas d'ajouter quelques cours sur le climat. Il faut un changement profond de modèle où les élèves doivent :

- Être formés à l'entraide plutôt qu'à la lutte individuelle.
- Apprendre comment le vivant est lié et comment « habiter un monde de limites ».
- Articuler les savoirs intellectuels avec le corps, les émotions et l'engagement citoyen.

Le professeur pense que l'on devrait considérer l'école comme un investissement et non comme un coût. L'éducation doit être protégée par des logiques marchandes et idéologiques. Elle est le socle qui conditionne toutes les réponses futures aux crises économiques et sociales.

La refondation de l'école ne peut pas être une simple réforme « descendante » (venant du ministère). Elle doit être un projet collectif associant les familles, les maires, les associations et les chercheurs. Pour Sylvain WAGNON, repenser l'éducation n'est pas seulement réformer un secteur, c'est choisir le type de société que nous voulons pour demain : « L'avenir se joue dans les salles de classe autant que dans les Parlements ». Sylvain WAGNON plaide pour que l'éducation devienne le moteur de la transition écologique. Elle doit cesser d'être un simple outil de préparation au marché du travail pour devenir le lieu où l'on invente de nouveaux futurs possibles basés sur la sobriété, l'esprit critique et le respect du vivant.

En conclusion, bien que ces trois tribunes partagent le constat d'un système éducatif français en crise et inadapté aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle, elles proposent des remèdes différents. D'un côté, Ali SAÏB et Baptiste LARSENEUR abordent le problème sous l'angle de la structure et du territoire : ils prônent une décentralisation audacieuse où le maire n'est plus un simple exécutant, mais le pilote d'un projet éducatif local agile. Différemment, Roger-François GAUTHIER et Sylvain WAGNON se concentrent sur le sens et les valeurs de l'enseignement. Roger-François GAUTHIER appelle à sortir de l'obsession comptable des notes pour viser des « effets » humains et citoyens, tandis que Wagnon exhorte à un changement profond de modèle éducatif pour faire de l'école le moteur de la transition écologique face à une logique industrielle obsolète. En somme, ces tribunes révèlent une tension entre la nécessité d'une efficacité organisationnelle locale et l'urgence d'une refondation philosophique et écologique des contenus. Tous s'accordent néanmoins sur un point : l'éducation doit être au centre des politiques et des débats pour redevenir le projet de société central de notre époque.

**Emilie MARRO (Terminale 2), le 4 mars 2026**